

que les mesures d'économie et la nécessité d'économiser, en ce qui regarde les organisations gouvernementales, ne sont que des symptômes d'une maladie. La grande difficulté réside dans la mauvaise distribution des richesses. Voilà dans quel gâchis nous nous trouvons à cause de notre attitude de laisser faire et parce que nous n'avons pas voulu reconnaître l'influence de la science quand elle s'exprime par la surproduction agricole et industrielle.

La véritable richesse d'une nation s'exprime dans la capacité de son peuple à consommer les produits de la terre, des usines et des ateliers. C'est pourquoi le travail est en faveur d'une politique de salaires élevés. Je dois ici me permettre une digression pour parler de la ligne de conduite actuellement adoptée par la ville d'Hamilton. Je veux parler de la cathédrale de Saint-Paul, ce magnifique édifice situé dans le centre du Commonwealth britannique et élevé sous la direction de l'éminent architecte sir Christopher Wren. En entrant dans l'édifice, nous voyons au mur une plaquette portant ces mots "Si vous désirez voir le chef d'œuvre de cet homme, jetez les yeux autour de vous". Si vous désirez voir les hauts faits de l'économie au milieu de la surproduction, jetez les yeux autour de vous.

Je voudrais exposer à la Chambre la cause des municipalités. Si le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux ont adopté la politique avouée de refuser toute aide aux municipalités relativement aux travaux de secours au chômage, les problèmes des municipalités s'aggraveront d'autant. Bien des hommes comptent sur les travaux de secours afin de gagner assez d'argent pour payer le loyer de la maison qu'ils habitent avec leur famille. Je doute beaucoup que les municipalités puissent supporter ce fardeau plus longtemps. Nous devons nous souvenir qu'elles n'ont que deux sources principales de revenu, c'est-à-dire la taxe sur la propriété et la taxe sur le revenu. Parlant pour la province d'Ontario, il est certain que nous avons pour ainsi dire atteint la limite des charges qui peuvent grever les foyers des habitants de la province. Le Gouvernement serait bien avisé d'augmenter la contribution qu'il donne aux municipalités à cette fin. Cette mesure est essentielle, à cause surtout du grand nombre de moyens auxquels les gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral peuvent avoir recours pour la perception des impôts, relativement au petit nombre de modes d'impôts laissés aux municipalités.

Un grand nombre de comités ont été chargés par la Chambre d'examiner certaines questions, mais aucune de celles-ci ne touche véritablement à nos problèmes principaux.

Nous aurions dû confier à un comité spécial l'étude d'un système d'assurance contre le chômage. Il est facile de comprendre qu'un tel genre d'assurance devra être établi en vue des besoins propres du pays, mais il faut beaucoup d'étude et de préparation avant d'en arriver à une conclusion et, vu la nécessité d'une assurance de cette nature, le premier devoir du Gouvernement était de créer un comité spécial à cette fin. Le Gouvernement eût également été bien inspiré d'adopter la proposition de l'honorable député de Red-Deer (M. Speakman) et d'établir un conseil d'études économiques. Je suis convaincu que le besoin d'un tel organisme se fera sentir d'une façon impérieuse avant que nous ayons traversé la dépression actuelle. Ce projet de résolution contenait le germe d'une méthode très utile à la solution des problèmes qu'il faudra éclaircir, avant de retrouver la voie de prospérité.

J'aurais d'autres propositions à formuler, mais le temps qui m'est accordé ne me le permet pas. Je tiens à dire au Gouvernement que le peuple a besoin d'une direction—non pas d'une direction rétrograde, mais progressive. Il est prêt à courir certains risques.

Un MEMBRE: Nous en avons déjà trop couru.

M. MITCHELL: Quelqu'un de l'autre côté (la droite) dit que nous avons déjà trop couru de risques. Vous y êtes allé à coup sûr et vous n'avez rien risqué, quand il s'est agi de sortir le pays des présentes difficultés. C'est une excellente chose de favoriser les banques, les compagnies d'assurance et les compagnies d'énergie hydroélectrique, mais les gouvernements n'existent pas seulement pour le plus grand bien de ces grandes compagnies. La population du pays attend une direction réellement progressive du Gouvernement.

M. D. B. PLUNKETT (Victoria): Il est agréable de constater que le budget a été bien reçu dans tout le Canada, et on doit l'admirer pour son exposé complet et lumineux des obligations actuelles et des besoins futurs du pays. La meilleure preuve du bon effet qu'il a produit dans le pays se trouve dans la faiblesse de la critique de l'opposition. Il est remarquable que, dans toute leur critique, les honorables députés d'en face n'aient pas pu préconiser de solutions ou proposer de remèdes meilleurs que ceux du Gouvernement. On le constate surtout au sujet du chômage.

Au cours du débat, l'honorable député d'Acadia (M. Gardiner), avec l'appui de l'honorable représentante de Grey-Sud-Est (Mlle Macphail), a proposé de taxer au profit de l'Etat tous les dépôts de plus de \$20,000 faits dans les caisses d'épargne. Comme réclame politique, cette proposition peut produire un